

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG/2

6 novembre 1996

(96-4701)

---

## Comité des accords commerciaux régionaux

### RAPPORT (1996) DU COMITE DES ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX AU CONSEIL GENERAL

#### Introduction

1. La quasi-totalité des Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont parties à au moins un accord commercial régional notifié au GATT ou à l'OMC; certains participent à d'autres initiatives régionales. Le nombre de ces accords a augmenté ces dernières années.
2. A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, il a été proposé qu'un comité des accords commerciaux régionaux soit établi à l'OMC pour améliorer l'organisation des travaux dans ce domaine, et en particulier remplacer la vingtaine de groupes de travail qui examinaient alors des accords commerciaux régionaux, et offrir, dans le cadre de l'OMC, une enceinte où examiner les conséquences pour le système commercial multilatéral du nombre croissant d'accords commerciaux régionaux et d'initiatives régionales. Si un tel comité était créé, les droits et obligations des Membres ne seraient pas affectés, et le mandat des groupes de travail existants ne serait pas modifié. A sa réunion de décembre 1995, le Conseil général est convenu en principe d'établir un comité des accords commerciaux régionaux, sous réserve qu'un accord intervienne au sujet de son mandat et de questions connexes.
3. Le Comité des accords commerciaux régionaux a été établi le 6 février 1996 par la Décision suivante du Conseil général (WT/L/127):

*"Eu égard* aux accords<sup>1</sup> qui doivent être notifiés, selon le cas, au titre de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994, de l'article V de l'Accord général sur le commerce des services ou de la Décision de 1979 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la participation plus complète des pays en voie de développement;

*Eu égard* à l'établissement de rapports biennaux envisagé au paragraphe 11 du Mémoire d'accord du Cycle d'Uruguay sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994; et

*Agissant* conformément aux paragraphes 1 et 7 de l'article IV de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Le Conseil général *décide*:

1. D'établir un Comité des accords commerciaux régionaux, ouvert à tous les Membres de l'OMC et doté du mandat suivant:

---

<sup>1</sup>Le terme "accords" figurant dans la présente décision s'entend de tous les accords commerciaux bilatéraux, régionaux et plurilatéraux de caractère préférentiel.

- a) procéder à l'examen des accords conformément aux procédures et aux mandats adoptés par le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services ou le Comité du commerce et du développement, selon le cas, et présenter ensuite son rapport à l'organe pertinent pour que celui-ci prenne les mesures appropriées<sup>2</sup>;
- b) déterminer comment procéder à l'établissement des rapports requis sur le fonctionnement de ces accords et formuler des recommandations appropriées à l'intention de l'organe compétent;
- c) élaborer, selon qu'il conviendra, des procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen;
- d) examiner les conséquences systémiques de ces accords et initiatives régionales pour le système commercial multilatéral et les relations entre eux, et formuler des recommandations appropriées à l'intention du Conseil général; et
- e) s'acquitter de toutes les fonctions additionnelles qui lui seront confiées par le Conseil général.

2. Que le Comité fera rapport chaque année au Conseil général sur ses activités."

Les membres du Bureau du Comité ont été désignés par le Conseil général le 16 avril 1996. Il s'agit de M. Weekes (Canada) qui siège en qualité de Président, et de MM. Berthet (Uruguay), Harbinson (Hong Kong), Ravaloson (Madagascar) et Willems (Belgique), qui siègent en qualité de Vice-Présidents.

4. A la fin de 1996, le Comité aura tenu sept réunions: les 21 et 22 mai (première session), les 2 et 3 juillet (deuxième session), du 29 au 31 juillet (troisième session), du 17 au 20 septembre (quatrième session), les 7, 10 et 11 octobre (cinquième session), le 31 octobre (sixième session) et les 5, 6 et 8 novembre (septième session). Une série de consultations informelles ont également eu lieu.

#### Travaux du Comité en 1996

5. Le Comité a adopté son règlement intérieur (WT/REG/1) et son programme de travail pour 1996 à sa deuxième session. Le programme de travail prévoyait que tous les éléments figurant dans le mandat devaient être traités de manière équilibrée, ce qui permettrait au Comité de progresser plus efficacement dans tous les domaines par suite des synergies qui se produiraient.

#### a) Examen des accords commerciaux régionaux

6. Les Membres ont souligné qu'il fallait que le Comité s'occupe en priorité de liquider l'arriéré de travail, à savoir les examens en suspens. A la fin de 1996, le Comité aura commencé ou poursuivi l'examen de 21 accords commerciaux régionaux sur les 32 en suspens en juin 1996, s'efforçant ainsi de liquider l'arriéré (voir l'Appendice 1).

7. Les examens des accords commerciaux régionaux effectués en 1996 ont amené certains Membres à poser des questions au sujet de l'interprétation de certaines des dispositions de l'OMC se rapportant

---

<sup>2</sup>Le Comité effectuera également les travaux restant à accomplir des groupes de travail déjà établis par le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services ou le Comité du commerce et du développement, dans le cadre des mandats définis pour ces groupes de travail, et fera rapport aux organes appropriés.

aux accords commerciaux régionaux, en particulier l'article XXIV du GATT de 1994, le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'Accord général sur le commerce des services. Dans certains cas, il a été fait observer que les examens étaient entravés par le fait que les renseignements pertinents manquaient ou étaient présentés trop tard.

b) Etablissement des rapports sur le fonctionnement des accords

8. Un débat préliminaire sur cette question a eu lieu, sur la base d'une liste de points établie par le Secrétariat (WT/REG/W/3). Les Membres étaient d'avis que le respect de l'obligation juridique d'établir des rapports biennaux sur le fonctionnement des accords pourrait contribuer à accroître la transparence des accords commerciaux régionaux. Ils ont estimé que les procédures visant à donner effet à cette obligation devraient être conçues pour fonctionner de manière efficace, compte tenu des autres procédures pertinentes de l'OMC.

c) Procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen

9. Le Comité a demandé au Secrétariat de préparer un modèle de présentation type pour les renseignements sur les accords commerciaux régionaux en vue de faciliter et de normaliser la communication des premiers renseignements. A sa troisième session, le Comité a pris note des lignes directrices non contraignantes présentées par le Président à titre indicatif et intitulées "Modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux" (WT/REG/W/6). Les Membres y ont vu une contribution importante à l'amélioration des procédures d'examen des accords commerciaux régionaux, puisqu'elles avaient pour objet d'obtenir des renseignements précis dans les délais, en remplacement du processus initial de questions et de réponses. Le Comité cherche à déterminer quel est le moment approprié pour communiquer les renseignements suivant le modèle de présentation. Celui-ci a été élaboré pour les accords concernant les marchandises; à la demande du Comité, le Secrétariat établit un projet de modèle de présentation type similaire pour les renseignements sur les accords concernant les services, à utiliser selon qu'il conviendra.

10. Le Comité examine une communication conjointe présentée par les délégations de l'Australie, de la Corée et de Hong Kong (WT/REG/W/5), qui proposait qu'il adopte des lignes directrices pour l'examen des accords commerciaux régionaux. Il examine aussi une suggestion du Japon concernant l'adoption, pour l'examen des accords commerciaux régionaux, de lignes directrices visant à traiter le type de problèmes qui, de l'avis du Japon, résultent des différences d'interprétation au sujet de l'article XXIV.

11. Le Comité a examiné plusieurs questions se rapportant à la notification des accords commerciaux régionaux. S'agissant de la date de présentation des notifications, il examine la possibilité d'établir un dispositif qui permettrait de communiquer des renseignements préliminaires sur les accords commerciaux régionaux avant la notification elle-même. Il a aussi examiné deux approches destinées à régler le problème du non-respect des obligations de notification: soit le Comité inviterait instamment les Membres qui sont parties à des accords commerciaux régionaux à respecter leurs obligations de notification, soit la possibilité serait offerte de présenter une contre-notification. Le Comité a également eu un premier débat sur la possibilité d'établir une procédure d'examen simplifiée pour les accords commerciaux régionaux ayant des effets minimes sur le commerce international. S'agissant des rapports sur l'examen des accords commerciaux régionaux, le Président a proposé une nouvelle formule suivant laquelle les rapports seraient divisés en deux parties: le Comité prendrait note de la partie factuelle - reflétant les débats du Comité - et adopterait les conclusions après avoir examiné une version provisoire. La question est toujours à l'étude. Le Comité a aussi examiné d'autres questions traitées dans la "Note sur les procédures visant à faciliter et à améliorer le processus d'examen" (WT/REG/W/9).

d) Conséquences systémiques des accords commerciaux régionaux et des initiatives régionales pour le système commercial multilatéral et relations entre eux

12. Le Comité a eu sur la question des débats préliminaires, qui n'ont pas abouti. Pour cela, il s'est fondé sur la publication de 1995 du Secrétariat intitulée *Le régionalisme et le système commercial mondial*, qui contient une description générale des relations entre les accords commerciaux régionaux et le système du GATT/de l'OMC ces 50 dernières années. La Corée a présenté une notification (WT/REG/W/4) sur la situation problématique, les conséquences systémiques et les objectifs pour la Conférence ministérielle en ce qui concerne les accords commerciaux régionaux et le système de l'OMC; cette communication comprenait un programme de travail sur le régionalisme pour l'OMC en 1997-1998. Des vues divergentes ont été exprimées lors du débat qui s'est ensuivi. Les Membres ont souligné l'importance des relations entre les accords commerciaux régionaux et le système de l'OMC. Certains ont insisté sur la nécessité de traiter les relations entre les accords commerciaux régionaux et les règles de l'OMC. D'autres étaient convaincus que l'on ne pouvait pas tirer de conclusions avant d'avoir procédé à l'examen de ces questions. Il a également été relevé que les Membres devaient s'acquitter de leur obligation de notifier les accords préférentiels.

13. Au cours de l'examen des accords commerciaux régionaux effectué à la troisième session du Comité, des Membres ont identifié un certain nombre de questions systémiques et horizontales en rapport avec les règles pertinentes de l'OMC. A la demande du Comité, ces questions ont été incluses dans une liste informelle établie par le Secrétariat, dans laquelle seront incluses les autres questions horizontales de même nature mentionnées pendant les sessions ultérieures du Comité.

14. A la suite de la proposition faite par le Président au sujet de la façon de présenter les renseignements disponibles pour aider à examiner les conséquences systémiques, le Comité a demandé au Secrétariat de rassembler des données pour des études horizontales (pilotes) sur les dispositions concernant les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires des accords commerciaux régionaux à l'examen. Au cours d'un débat préliminaire sur la base de la note du Secrétariat (WT/REG/W/8), diverses opinions ont été exprimées au sujet des conséquences pour l'OMC. La question devait être examinée plus avant. A cet égard, le Président a invité les Membres à communiquer les renseignements pertinents au sujet des travaux effectués sur les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires dans le contexte des initiatives régionales. Certains Membres ont dit qu'ils souhaitaient étendre cet exercice à d'autres dispositions.

15. Lors de la discussion sur le rapport du Comité à la Conférence ministérielle, des Membres ont mis l'accent sur l'importance de la compatibilité des accords commerciaux régionaux avec le système commercial multilatéral.

16. A la quatrième session, la Corée a présenté un projet de décision pour la Conférence ministérielle. Les Etats-Unis ont quant à eux présenté un projet de recommandation. Des discussions auront lieu sous peu au sujet de ces deux propositions.

e) Fonctions additionnelles

17. Aucune fonction additionnelle n'a été confiée au Comité des accords commerciaux régionaux par le Conseil général en 1996.

Programme de travail futur

18. Le Comité a une très grande latitude pour développer ses travaux dans le cadre de son mandat actuel. Le programme de travail futur partira des travaux commencés cette année. Les Membres jugent qu'il est important que les Ministres avalisent à Singapour les aspects ci-après de ses travaux futurs.
19. Le Comité devrait poursuivre en priorité l'examen des accords commerciaux régionaux pendant les années à venir. Il devrait tout faire pour liquider l'arriéré de travail et faire en sorte qu'il ne se reproduise plus.
20. Le Comité devrait s'efforcer d'arriver rapidement à un accord sur des procédures pour une mise en oeuvre effective du processus d'établissement de rapports biennaux sur le fonctionnement des accords, qui soit efficace, compte tenu des autres procédures pertinentes de l'OMC.
21. S'agissant des procédures visant à faciliter et à améliorer le processus d'examen, le Comité devrait poursuivre les travaux déjà effectués. Parmi ses travaux devraient figurer, entre autres choses, l'élaboration d'un modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords concernant les services qu'il sera facultatif de suivre, l'élaboration de lignes directrices pour l'examen des accords commerciaux régionaux et une analyse de la nature et de la teneur des rapports.
22. Le Comité devrait définir des mesures qui pourraient contribuer à accroître l'efficacité des notifications - du point de vue de leur date de présentation et aussi de leur teneur - et examiner les options offertes pour que tous les accords commerciaux régionaux et accords d'intégration économique auxquels participent des Membres de l'OMC soient notifiés aux organes compétents de l'Organisation.
23. Au sujet des questions systémiques, le Comité devrait poursuivre son examen en se fondant sur les communications écrites et les interventions des Membres, sur la liste actualisée des questions systémiques identifiées dans le contexte de l'examen des accords commerciaux régionaux, et sur les études comparatives horizontales concernant des éléments donnés des accords et initiatives régionaux. Dans le cadre de ces travaux, le Comité devrait analyser, sans préjuger de la question, si le système de droits et obligations de l'OMC, dans la mesure où il se rapporte aux accords commerciaux régionaux, doit encore être clarifié en vue de faire des recommandations appropriées au Conseil général, conformément au mandat du Comité.

APPENDICE 1Etat de l'examen des accords commerciaux régionauxAccords commerciaux régionaux examinés en 1996 (21)

Accord	Date de l'examen	
Elargissement des CE - Marchandises	29.07.96	Premier examen
ALENA - Marchandises	30.07.96	Deuxième examen
AELE-Hongrie	17.09.96	Premier examen
AELE-Israël	17.09.96	Premier examen
AELE-Pologne	17.09.96	Premier examen
CE-Hongrie	18.09.96	Premier examen
CE-Pologne	18.09.96	Premier examen
CE-République slovaque	18.09.96	Premier examen
CE-République tchèque	18.09.96	Premier examen
MERCOSUR	20.09.96	Deuxième examen
ALENA - Services	10-11.10.96	Deuxième examen
Elargissement des CE - Services	11.10.96	Premier examen
CE-Bulgarie	05.11.96	Premier examen
CE-Estonie	05.11.96	Premier examen
CE-Lettonie	05.11.96	Premier examen
CE-Lituanie	05.11.96	Premier examen
CE-Roumanie	05.11.96	Premier examen
AELE-Bulgarie	06.11.96	Premier examen
AELE-Roumanie	06.11.96	Premier examen
AELE-Slovénie	06.11.96	Premier examen
CE-Turquie	08.11.96	Premier examen

Autres accords commerciaux régionaux déjà notifiés, dont l'examen doit commencer en 1997 (14)

a) Accords commerciaux régionaux notifiés avant juin 1996 (8)<sup>1</sup>

- Accord de libre-échange d'Europe centrale<sup>2</sup>
- Accord de libre-échange entre la République tchèque et la Slovénie<sup>2</sup>
- Accord de libre-échange entre la République slovaque et la Slovénie<sup>2</sup>
- Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovénie<sup>2</sup>
- Accord de libre-échange entre la CEE et les îles Féroé
- Accord de libre-échange entre l'Islande et les îles Féroé
- Accord de libre-échange entre la Suisse et les îles Féroé
- Accord de libre-échange entre la Norvège et les îles Féroé

b) Nouvelles notifications (6)

- Accord de libre-échange entre la République tchèque et la Roumanie. Le mandat aux fins de l'examen de l'Accord a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 5 juillet 1996.
- Accord de libre-échange entre la République slovaque et la Roumanie. Le mandat aux fins de l'examen de l'Accord a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 5 juillet 1996.
- Accord de libre-échange entre les Etats membres de l'AELE et l'Estonie.<sup>1</sup> Le mandat aux fins de l'examen de l'Accord a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 19 septembre 1996.
- Accord de libre-échange entre les Etats membres de l'AELE et la Lettonie.<sup>1</sup> Le mandat aux fins de l'examen de l'Accord a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 19 septembre 1996.
- Accord de libre-échange entre les Etats membres de l'AELE et la Lituanie.<sup>1</sup> Le mandat aux fins de l'examen de l'Accord a été adopté par le Conseil du commerce des marchandises le 19 septembre 1996.
- Etablissement de la Communauté européenne, services. Le mandat aux fins de l'examen de l'Accord a été adopté par le Conseil du commerce des services le 23 septembre 1996.

---

<sup>1</sup>Trois accords bilatéraux de libre-échange entre la Suisse et les pays baltes, déjà notifiés au GATT, ont été remplacés par les accords pertinents avec l'AELE, notifiés à l'OMC après juin 1996.

<sup>2</sup>Le Comité a été informé oralement que les trois accords de libre-échange bilatéraux entre la Slovénie et la Hongrie, la République slovaque et la République tchèque avaient été remplacés par l'Accord sur l'adhésion de la Slovénie à la Zone de libre-échange d'Europe centrale.

APPENDICE 2

Documents soumis au Comité des accords commerciaux régionaux

WT/REG/1	-	Règlement intérieur des réunions du Comité des accords commerciaux régionaux
WT/REG/W/1	-	Documents du GATT/de l'OMC publiés pour l'examen des accords régionaux
WT/REG/W/2	-	Projet de règlement intérieur des réunions du Comité des accords commerciaux régionaux
WT/REG/W/3	-	Liste de points à prendre en considération pour la présentation de rapports sur le fonctionnement des accords régionaux
WT/REG/W/4	-	Communication de la République de Corée
WT/REG/W/5	-	Communication des délégations de l'Australie, de la Corée et de Hong Kong
WT/REG/W/6	-	Modèle de présentation type pour la communication de renseignements sur les accords commerciaux régionaux
WT/REG/W/7	-	Liste de points proposés par les délégations concernant les procédures destinées à faciliter et à améliorer le processus d'examen
WT/REG/W/8	-	Conséquences systémiques des accords commerciaux régionaux et des initiatives régionales pour le système commercial multilatéral
WT/REG/W/9	-	Note sur les procédures visant à faciliter et à améliorer le processus d'examen